

LE P.C.F. ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE...

Un événement d'une certaine importance vient de rompre la monotonie pré-électorale; le soutien communiste à la candidature Mitterrand. Ce n'est pas que je me fasse de quelconques illusions sur ce que M. Duverger appelle «*la fin du schisme*» de la gauche, ou sur le principe même des élections. Mais le parti communiste se prétend le parti de la classe ouvrière et de fait il y occupe, avec son appendice syndical la C.G.T., une position prépondérante. Dans la mesure où nous adoptons des positions de classe, nous nous devons d'expliquer un tel fait et d'en mesurer les conséquences lointaines pour le mouvement ouvrier.

Jusqu'à présent, l'action politique du P.C.F. a répondu à deux principes: implantation dans la classe ouvrière dont il prétend représenter les intérêts et défense de la position internationale de l'U.R.S.S. Mais ce que veut la nouvelle classe dirigeante russe, c'est, bien sûr, conserver son pouvoir. Pour cette raison, elle ne peut que craindre des mouvements révolutionnaires dans des pays occidentaux, dont l'exemple saperait les bases de son autorité à l'intérieur. A cela il faut ajouter le respect du statu-quo international, une des données essentielles de sa politique extérieure.

La dépendance du P.C.F. vis-à-vis de la politique soviétique explique en grande partie son orientation réformiste. Celle-ci cependant développe des tendances contradictoires. Réformisme signifie abandon du but final au profit du développement indéfini d'aménagements partiels: c'est-à-dire abandon du caractère de classe de l'organisation, de la lutte de classe, et intégration de l'action dans le cadre des institutions bourgeoises.

Or cela ne lui est possible que si la bourgeoisie française l'accepte comme parti «*national*»: en d'autres termes si les intérêts de cette dernière coïncident, dans une certaine mesure, avec ceux de la bureaucratie russe, à moins que le P.C. ne renonce à défendre ses intérêts tels qu'ils s'incarnent dans la politique étrangère de l'U.R.S.S. La coexistence qui règne entre les deux blocs estompe, certes, ces contradictions. Mais c'est aussi la concurrence que se livrent les nations occidentales, concurrence qui se manifeste particulièrement par la politique gaulliste dite «*d'indépendance nationale*» et de rapprochement avec l'Est, qui favorise leur résorption momentanée.

En fait, s'il ne s'agissait que de cela, nous verrons le P.C.F. présenter son candidat aux élections et faire obstacle à une union de la gauche en prétextant le refus des autres partis de discuter d'un programme commun. Le triomphe de de Gaulle n'en serait que plus éclatant. Une telle attitude ne serait alors que le fruit d'une communauté passagère d'intérêts entre les deux États russe et français.

Le soutien apporté à Mitterrand procède par contre de la volonté systématique de s'intégrer définitivement dans la «*vie politique française*» et de rassurer la bourgeoisie tant sur son programme économique et social que sur ses rapports avec l'U.R.S.S.

Ce programme relève, certes, d'un travaillisme encore assez démagogique pour susciter les inquiétudes de la bourgeoisie; semaine de 40 heures, nationalisation des monopoles et des banques d'affaires, etc... Mais cette démagogie n'est-elle pas la garantie, du moins pour le moment, de son influence dans le prolétariat? Et on peut penser que procédant de reniement en reniement, comme il en a l'habitude, l'exercice du pouvoir serait à la mesure du respect qu'il témoigne pour les institutions dans sa lutte pour la «*démocratie renouvelée*»: il l'a d'ailleurs déjà prouvé en 1945.

Quant à la défense des intérêts de l'État soviétique, il montre, en soutenant un partisan du *Marché commun* et de l'*Alliance atlantique* contre un de leur adversaire en occident, qu'il est prêt à tous les sacrifices. Georges Marchais ne déclarait-il pas, en 1963, au congrès de Gennevilliers: «*Notre parti ne pose pas le retrait de la France du pacte atlantique et du Marché commun comme condition pour que socialistes et communistes aient une base d'action commune en faveur de la paix*».

On comprend ainsi l'attitude de la vieille garde traditionaliste du P.C.F., groupée autour de Jacques Duclos, qui exigeait un programme commun et un candidat communiste.

Les réticences de la S.F.I.O. s'expliquent elles aussi fort bien. Elle sait qu'avec l'évolution du P.C.F., son «*avenir*» est menacé. Le P.C.F., dont l'influence dans le prolétariat est supérieure à la tienne, pourra en effet jouer le rôle qu'il tint un moment en 1945-1947 et qu'auront tenu avant lui le parti radical (de la Commune au début de ce siècle), puis la S.F.I.O.: celui de cautionner auprès des masses laborieuses, au besoin en participant au gouvernement, la politique de la bourgeoisie.

Deux séries de conséquences en résultent. La lente évolution du P.C. vers le travaillisme et le rejet au centre d'une S.F.I.O. dont l'influence dans le prolétariat n'a cessé de décliner depuis la guerre auront sans doute des conséquences graves sur le plan syndical: intégration accélérée des appareils, et en particulier de la C.G.T., réduits au rôle de courroie de transmission de la politique gouvernementale, et possibilité de fusion des appareils syndicaux (en particulier C.G.T. et F.O.).

Jusqu'à maintenant, en effet, la guerre froide et la soumission du P.C. et de la C.G.T. à la politique russe en étaient les obstacles insurmontables. Ce n'est que lors de brèves périodes (1936-1939 et 1945-1947), au cours desquelles les intérêts de la bourgeoisie française et de la bureaucratie soviétique coïncidaient face au fascisme et aux mouvements révolutionnaires de masse, que cela fut possible.

Certes, des oppositions de personnes peuvent jouer, mais ce sont paradoxalement les impérieux besoins du capitalisme qui peuvent mener à l'unité syndicale. Notre époque est en effet soumise à une concurrence exacerbée. Pour y faire face, pour «*tenir son rang*» et au besoin pour gagner de nouveaux marchés, le capitalisme doit investir pour diminuer les coûts de production et les prix. Cela la bourgeoisie veut l'obtenir principalement en augmentant les systèmes de production et en freinant l'augmentation des salaires (plan de stabilisation) ou en régularisant ses hausses par des accords de longue durée avec les syndicats. C'est dans le cadre de cette «*politique des revenus*» qu'il faut situer le problème de l'intégration syndicale.

Le rôle des syndicats serait alors double: conclure des contrats avec le patronat, mais aussi les faire respecter par le prolétariat, c'est-à-dire empêcher et briser les «*grèves sauvages*» (exemples américains et scandinaves).

Un syndicat unique et puissant pourrait, certes, avoir de plus grandes exigences face au patronat, mais il aurait du moins l'avantage, pour ce dernier, de pouvoir faire respecter les accords plus aisément. En particulier les minorités révolutionnaires y seraient en fait impuissantes.

Ainsi, sur le plan syndical, les besoins de la bourgeoisie pourraient être à plus long terme satisfaits par la nouvelle orientation du P.C. Inversement l'influence que ce dernier exerce, par l'intermédiaire de la C.G.T., sur la classe ouvrière, l'autorise à espérer une place politique grandissante allant jusqu'à la participation gouvernementale.

Cette évolution développe cependant des contradictions qui feront de son aboutissement logique tout à la fois un succès pour le P.C. et la manifestation de son déclin comme parti réformiste.

En effet, s'il est en mesure, dorénavant, de jouer un rôle important, dans le cadre des institutions bourgeoises, c'est à son influence dans le prolétariat qu'il le doit. Mais la voie de la collaboration de classe, ouvertement et régulièrement pratiquée, l'exercice du pouvoir, éventuellement, ne peuvent que l'amener à liquider le moindre caractère de classe, fut-il phraséologique, qui réside en lui.

Le P.C. prépare donc, tout à la fois l'anéantissement déjà entamé de ses positions des le prolétariat et celui du mouvement ouvrier.

C'est aujourd'hui qu'il faut mobiliser nous organiser en tant que minorité révolutionnaire, pour empêcher que demain le prolétariat, désarmé et sans espoirs, ne soit brisé à nouveau par une mystification plusieurs fois décennale. Sans cesse, il nous faut recommencer le combat pour qu'il trouve en lui la conscience de ses intérêt et les moyens de lutte pour la révolution sociale.

Henri STERNER.